



# Grandes Cultures

# AVERTISSEMENTS AGRICOLES®

POUR DE BONNES PRATIQUES AGRICOLES

## BOURGOGNE et FRANCHE-COMTE

Bulletins Techniques des Stations d'Avertissements Agricoles n°25 du 3/10/2001 - 2 pages

### Colza

**Stades** : de B1-B3, pour les levées tardives, à B6-B8 avec bonne couverture du sol pour les plus précoces ; des stades échelonnés suivant deux vagues de levées sont fréquents ; dans l'ensemble les situations à 5-7 feuilles sont les plus fréquemment observées.

### Ravageurs

Le tableau ci-après regroupe les captures enregistrées dans le réseau d'observation. On constate notamment :

- une progression des captures de **grosse altise** ; cependant, les parcelles concernées par des cumuls de l'ordre de 20 insectes ou plus sont souvent bien développées et le risque lié aux larves reste modéré,
- des captures de **charançon du bourgeon terminal** qui révèlent le début de vol dans la plupart des secteurs ; ce début de vol est relativement précoce, et les cultures encore moyennement développées,
- un début d'installation de **pucerons** (*Myzus*) en grand val de Saône qui appelle une surveillance des parcelles, en particulier en situations encore peu développées (à 5 feuilles ou moins),

-des populations larvaires de **tenthredes** qui restent très en deçà des niveaux que les captures d'adultes pouvaient faire craindre ; les situations nécessitant une protection devraient rester très exceptionnelles.

*En cas de météorologie favorable, la progression des pucerons peut être relativement rapide et doit être surveillée. Le seuil de traitement généralement admis est de 20 % de plantes colonisées. Toutefois, les travaux conduits sur ce sujet il y a quelques années montraient une rentabilité aléatoire des interventions, surtout en cas de végétation développée nécessitant l'utilisation de pyréthrinés associées ou d'aphicides spécifiques.*

*Une intervention anti-pucerons peut être envisagée sur les parcelles encore peu développées (à 5 feuilles ou moins) qui présenteraient plus de 20 % de pieds porteurs de pucerons. La protection de ces parcelles peut être réalisée en utilisant une pyréthrine seule.*

*En absence de risque pucerons, si une intervention est décidée contre le charançon du bourgeon terminal, son positionnement est*

Relevé des pièges colza et observations pucerons

Poste	Stade	Altises	C.B.T.	Pucerons	
		Cumul au 1/10/01	Cumul au 1/10/01	% de pieds touchés	Nb pucerons/plante
21 Lux	B3-B4	0	1	0	
Binges	B1-B3	2	2	8	0,2
Brazey	B4(B1-B6)	4	1	12	1
Franxault	B6	1	1	12	0,7
Chaux	B6-B8	3	2	52	2,2
Comblanchien	B1-B2	0	0	0	
Quincey	B4-B5	0	0	4	
Athie	B5	33	6	0	
Puits	B3-B4	0	0	0	
Etalente	B6	0	0	0	
Prusly	B7	0	1	0	
71 St Loup de la Salle	B4 et B6	17	1	0	
St Maurice en Rivière	B5-B7	20	0	4	
Lessard en Bresse	B5-B7	8	0	0	
Tournus	B6-B8	8	0	0	
Fontaines	B5-B6	3	0	4	0,7
Virey le Grand	B6-B8	2	0	12	0,6
89 Bleigny le Carreau	B4	0	2	0	
Vallan	B5-B8	0	0	0	
Bléneau	B4-B5	0	1	0	
Courtoin	B4-B6	2	0	0	
Pont/Yonne	B5-B7	2	1	0	
St Martin/Oreuse	B5-B8	0	0	0	
Pasilly	B6-B7	0	0	0	
Chablis	B5-B6	0	0	0	
Noyers	B6-B7	0	0	0	
58 Suilly la Tour	B4	0	0	0	
Pougny	B4	1	0	0	
Narcy	B3	1	0	0	

### Colza

. Pucerons : surveiller les parcelles notamment en situations peu développées.

. Charançon du bourgeon terminal : début du vol

Service Régional de la  
Protection des Végétaux  
ZI Nord - BP 177  
21205 BEAUNE Cedex  
Tél : 03.80.26.35.45  
Fax : 03.80.22.63.85

Service Régional de la  
Protection des Végétaux  
Immeuble Orion  
191, Rue de Belfort  
25043 BESANCON Cedex  
Tél : 03.81.47.75.70  
Fax : 03.81.47.75.79

Imprimé à la station  
D'Avertissements Agricoles  
de Bourgogne  
Directeur gérant : JC  
RICHARD  
Publication périodique  
C.P.P.A.P n°1700 AD  
ISSN n°0758-2374

Tarif Courrier et Fax : 380 F.

D34°J 43156

7254

actuellement prématuré. Les pontes ne débutent, en conditions météorologiques favorables, qu'une dizaine de jours après les arrivées. Rappelons qu'au cours des dernières campagnes, ce ravageur n'a pas occasionné de dégâts importants, malgré des captures parfois nombreuses. Attendre un prochain bulletin.

## Régulateur

Avec l'avancement sensible des dates de levée revient de plus en plus fréquemment la question de l'emploi d'un régulateur pour prévenir les élongations avant l'hiver. La décision doit être précoce et l'estimation du risque reste difficile. Nous évoquons l'an dernier un outil cité par le CETIOM reposant sur des sommations thermiques en base 5 et situant, à partir de sources bibliographiques allemandes, un risque au-delà de 500 °C/jour. Le tableau ci-contre permet de se situer par rapport à cet indicateur, sachant que les normales de Beaune et Besançon font ajouter 190 °C/jour pour la période du 1 au 31 octobre. Le risque apparaît inférieur à celui de l'automne 2000 pour les mêmes dates de levée.

## Relevé des pièges colza et observations pucerons (Suite)

Poste	Stade	Altises	C.B.T.	Pucerons	
		Cumul au 1/10/01	Cumul au 1/10/01	% de pieds touchés	Nb pucerons/plante
39 Annoire Authume Germigney St Aubin	B2-B3	7	2	8	
	B6-B7	1	1	0	
	B4	15	10	0	
	B5-B6	1	0	0	
70 Pesmes Cugney Lavoncourt La Résie St Martin Oiselay Montureux	B4	0	0	0	
	B1-B2	2	6	0	
	B7	2	7	0	
	B3-B4	1	5	0	
	B6	2	0	5	
	B5	15	1	0	0,1

## Somme de températures en base 5 entre la levée et le 30/09/2001

	Beaune 21	Donzy 58	Chalon 71	Auxerre 89	Tavaux 39	Pesmes 70
Levée du 15/08/00	570	520	540	530	530	530
Levée du 20/08/00	480	440	450	450	450	450
Levée du 25/08/00	390	350	370	370	370	370
Levée du 30/08/00	300	260	280	280	290	290
Levée du 5/09/00	220	190	210	210	220	220
Levée du 10/09/00	180	140	160	170	170	170

# Interdiction des triazines : la procédure est engagée

Jean GLAVANY, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a engagé la procédure de retrait de l'homologation de l'atrazine et d'autres herbicides dérivés, de la famille des triazines. Le retrait de l'autorisation de mise sur le marché requise pour la commercialisation des produits sera applicable au 30 septembre 2002. L'usage même des produits par ses utilisateurs finaux sera interdit à compter du 30 juin 2003.

Cette procédure de retrait d'homologation constitue l'aboutissement de la démarche d'évaluation des risques, engagée par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche en mars dernier. Elle fait suite à une analyse convergente des différents ministères concernés (Agriculture, Santé et Environnement), des avis respectivement rendus par le Comité d'homologation des produits anti-parasitaires, la Commission des produits anti-parasitaires, la Commission d'étude de la toxicité des produits anti-parasitaires et l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA).

Cette décision se fonde sur trois motifs principaux :

- la présence généralisée dans l'eau de traces d'atrazine et de ses produits dérivés : 40 % des prélèvements effectués en eaux de surface et 25 % des prélèvements en eaux souterraines nécessitent la mise en place d'un traitement de l'eau,
- une évaluation actualisée des risques sanitaires établie par l'AFSSA qui, si elle confirme l'absence de risques cancérogènes avérés, maintient sa recommandation de ne plus consommer l'eau lorsque la présence d'atrazine et de ses dérivés dépassent des valeurs-seuils situées à respectivement 0,4 micro-

grammes (µg/l) pour les nourrissons, 0,6 µg/l pour les enfants et 2 µg/l pour les adultes, soit des niveaux atteints dans un nombre croissant de cas,

- l'observation d'une efficacité de moins en moins avérée de l'atrazine et de ses dérivés, liée non seulement à la réduction des dosages autorisés mais aussi à l'apparition de phénomènes de résistances de certaines mauvaises herbes à cette famille de pesticides, utilisée d'autant plus largement qu'elle se situe parmi les moins chères du marché.

La décision ministérielle interviendra dans un délai de 8 jours au terme de la procédure de notification aux industriels concernés.

L'interdiction de l'atrazine et de certains de ses dérivés se traduirait par le recours, en substitution à des produits phytosanitaires plus récents, dont les procédures d'homologation ont fait apparaître qu'ils sont efficaces à des doses beaucoup plus réduites et qu'ils présentent moins d'inconvénients pour l'en-

vironnement et la santé que les triazines.

Ces produits de substitution, ainsi que les usages maintenus pour les triazines, feront l'objet d'un suivi en post-homologation. Le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche entend par ailleurs poursuivre sa politique d'appui technique aux producteurs, et de contrôle de la commercialisation et de l'utilisation des produits phytosanitaires.

"Cette décision, doit permettre de faire un pas significatif en direction d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement, et qui répond d'avantage aux attentes de nos concitoyens. Elle contribuera à une reconquête progressive de la qualité de l'eau" a déclaré Jean Glavany.

Communiqué de Presse en date du 28 septembre 2001

Substances actives	Décisions
atrazine	Retrait des préparations pour tous les usages (maïs, sorgho, igname, traitements généraux).
simazine	Retrait des préparations pour tous les usages (arboriculture, vigne).
terbutylazine	Retrait des préparations pour les usages sur arbres d'ornement, pommiers, poiriers, maïs, sorgho, et traitements généraux parcs et jardins. L'usage sur vigne est maintenu avec une saisine du Comité d'homologation pour cette utilisation.
cyanazine	Retrait des préparations pour tous les usages.
amétryne	Retrait des préparations pour l'usage maïs.
terbutryne	Retrait des préparations pour l'usage maïs.